

# LES TELES, LOBBYISTES DE LA MALBOUFFE

Grandes chaînes de télé et industrie agroalimentaire, même combat ? Dans une lettre adressée à Matignon le 10 mai, les patrons de France Télévisions, TF1, M6 et Canal+ tentent de torpiller un amendement sur la publicité obligeant les annonceurs à davantage de transparence sur la qualité nutritionnelle de leurs produits. Les télévisions volent au secours de la malbouffe. C'est l'ambition de Nutri-Score. Ce système d'étiquetage classe les produits selon leur valeur nutritionnelle. Pas du goût des industriels qui ont eu la peau de cet étiquetage en obtenant que son apposition sur les emballages reste au bon vouloir des marques.

A défaut d'avoir réussi à l'imposer sur les emballages, le médecin et député de la majorité Olivier Véran présente ces jours-ci à l'Assemblée nationale, *contre l'avis du gouvernement*, un amendement visant à obliger les marques comme Coca-Cola, Nestlé ou MacDonald à le faire figurer à la fin de chaque spot. À défaut, le député propose de contraindre les récalcitrants à s'acquitter d'une contribution égale à 5% du montant de la pub. Davantage de transparence sur les produits alimentaires dans les spots de pub ? Voilà qui rencontre l'opposition de l'association nationale des industries agroalimentaires mais aussi... des chaînes de télévision. À l'heure où le député va défendre son amendement dans l'hémicycle, malgré l'avis contraire du ministre de l'Agriculture Stéphane Travert, prince des lobbyistes comme aime à le rappeler Yannick Jadot, d'EELV, les patrons de chaînes sont à la manœuvre pour torpiller la mesure. C'est ce que rapportait ce mardi le site *La Lettre A* qui raconte comment *"les patrons de médias se portent au secours de la junk food"*.

C'est ainsi que le 10 mai dernier la présidente de France Télévisions Delphine Ernotte, le directeur général de TF1, Gilles Pélisson, mais aussi Nicolas de Tavernost (M6), Jean Christophe Thiéry (Canal+) ainsi que les patrons de Lagardère Active et de NRJ Group, ont adressé un courrier commun à Matignon pour faire part de leur opposition à cet amendement, dans laquelle les patrons de chaînes s'alarment *"des conséquences graves qu'aurait l'adoption de telles dispositions pour l'économie des secteurs que nous représentons."* Leur argument ? *"Le secteur de l'alimentation constitue le premier investisseur publicitaire en télévision avec plus de 20% du marché, soit plus de 650 millions d'euros net par an"*. En d'autres termes, l'obligation du logo anti-malbouffe risquerait de faire fuir les annonceurs et pourrait même entraîner, *"une chute significative des chiffres d'affaires des chaînes de télévision et donc de leurs investissements dans la production audiovisuelle et cinématographique française et européenne."*

Rien que ça. Plusieurs syndicats de production audiovisuelle ainsi que le directeur général de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) ont également signé. Quant au *"manque à gagner"* pour la création, il *"s'établirait à plus de 200 millions d'euros"* frissonnent les signataires. A les en croire *"c'est l'ensemble du financement des chaînes dans les contenus – sport, magazines, divertissements, information – qui serait impacté et l'ensemble de la filière audiovisuelle qui représente 130 000 emplois."* Bientôt la fin de la télévision et du cinéma français, sur fond de chômage de masse ? Et tout ça à cause d'un logo anti-malbouffe ? Non ? Mort de rire.

Entre défense du cinéma et lutte contre l'obésité, le gouvernement a choisi : il s'oppose à l'amendement. Lors de sa présentation en commission en avril, l'amendement signé par 75 députés LREM avait été rejeté d'une voix. Alors que le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert estime qu'une obligation serait une entrave, le député a décidé de soumettre tout de même son amendement au débat en séance plénière, les 22 et 23 mai. Lui qui fut rapporteur de la "loi mannequin" contre la maigreur des top-models et de la taxe soda était l'invité de Jean-Jacques Bourdin sur RMC: *"c'est un débat qui doit être public. Je ne pense pas qu'une lettre en catimini soit la meilleure façon de mener ce débat public."* Et d'ajouter : *"Qui mieux que des patrons de chaînes pour organiser un débat sur cette question ?"* Chiche, TF1, M6 ou France Télévisions ? En attendant, Olivier Véran s'est exprimé sur RMC dont le groupe n'a pas signé le courrier anti-Nutriscore.

**Dr Bruno Bourgeon, président d'AID**  
**[www.aid97400.re](http://www.aid97400.re)**  
**D'après Arrêt sur Images et La Lettre A**